

ministre voudrait-il faire une déclaration à cet égard?

L'hon. M. Fleming: J'ai fait une déclaration à ce sujet il y a plus d'une semaine quand le bill a été examiné au comité plénier. Si l'honorable député veut bien consulter le compte rendu, il constatera que j'ai donné au comité l'estimation qui a été communiquée par le principal organisme des marchands-détaillants du Canada; les travaux de rénovation et d'amélioration des locaux entraîneront probablement des prêts d'une valeur de 75 millions de dollars. Il y a, à leur avis, du travail à exécuter grâce à cette mesure et il sera entrepris si le bill est adopté. Nous discutons ce projet de loi depuis quatre jours et j'estime qu'il est temps que nous adoptions la mesure et montrions que nous avons réellement l'intention d'aider la petite entreprise et de créer de l'embauche.

L'hon. M. Martin: Le ministre dit qu'il veut accélérer l'étude du bill. Nous aussi, et nous travaillons en ce sens. (*Exclamations*) Le ministre des Finances, qui maintenant fait semblant de se fâcher, devrait dire au comité en termes précis combien d'hommes obtiendront du travail par suite de la mesure. Il dit bien qu'une somme de 75 millions pourrait être avancée en prêts garantis, mais ce n'est pas là nous dire combien de femmes et d'hommes trouveront un emploi par voie de conséquence. La mesure a une portée restreinte; l'article 2 d) (i) (ii) (iii) limite les formes de l'aide. Si l'honorable représentant avait accepté, comme aide au secteur privé, l'amendement présenté plus tôt et qui prévoyait une aide pour l'achat d'entreprises, le bill alors aurait réellement contribué à créer des emplois. Faute d'une réponse plus précise du ministre, on ne peut que conclure que le gouvernement ignore totalement combien de personnes trouveront du travail grâce à la mesure.

L'hon. M. Fleming: Et le gouvernement ne peut que conclure que l'opposition ne s'est pas encore décidée à être sérieuse. Elle a commencé par affirmer qu'elle voulait accélérer l'adoption de mesures susceptibles de créer des emplois. C'est la quatrième journée de débat sur cette mesure. Et le député parle de collaboration! Nous avons employé toute la journée d'hier et toute celle d'aujourd'hui à discuter les articles du bill en deuxième lecture. Loin de déceler quelque signe de collaboration, je vois défiler une suite d'amendements successifs et frivoles, présentés à seule fin d'entraver le passage de la mesure. Nous avons passé l'équivalent d'une bonne journée sur le seul article des définitions.

M. Howard: J'invoque le Règlement. Le ministre des Finances vient de dire que les

amendements qui ont été présentés, y compris, je présume, celui que j'ai soumis moi-même, n'avaient guère d'utilité et ne cherchaient qu'à créer de l'obstruction.

Une voix: Avouez-le donc!

M. Howard: J'entends du bruit en arrière: c'est l'homme qui se défend d'être communiste. Voici ce qui motive mon appel au Règlement: le ministre des Finances me fait indirectement un procès d'intention au sujet de l'amendement que j'ai présenté. Puis-je affirmer ici que cet amendement n'est pas d'ordre superficiel et qu'il n'avait pas pour objet de retarder l'adoption de la mesure. Je prierais donc le ministre de retirer sa fausse allégation.

L'hon. M. Fleming: Je ne retire rien. Je parlais de ce qu'a dit le député d'Essex-Est, dont nous saluons le retour à la Chambre. N'a-t-il pas affirmé que l'opposition officielle nous accordait sa collaboration pour cette mesure? Comme il ne s'est joint à nous qu'hier, si je ne m'abuse, j'aimerais lui faire savoir, pour sa gouverne, que nous avons passé toute une journée à l'étude de cette mesure la semaine dernière, à l'étape de la résolution, et que nous avons déjà consacré environ quatre jours aux diverses étapes de l'examen que nous poursuivons.

La mesure à l'étude, l'opposition a dit qu'elle lui réservait bon accueil. Elle y a souscrit à l'unanimité à l'étape de la deuxième lecture. Aucune voix défavorable ne s'est élevée. Pourtant, à présent que nous examinons la mesure en comité, nous semblons incapables de progresser. Il n'y a pas la moindre trace de collaboration là-dedans, monsieur le président. Comme l'opposition a reconnu le bien-fondé de la mesure et que les organisations de petites entreprises qui vont en retirer des avantages l'ont bien accueillie, j'espérais que nous pourrions nous attaquer à la tâche et aller de l'avant au lieu de revenir en arrière et de ressasser des choses qui ont été discutées pendant toute la séance d'aujourd'hui ainsi que celle d'hier soir.

La mesure n'est pas longue. Il nous reste à étudier trois pages du texte du projet de loi. Si nous désirons apporter les avantages de la mesure à ceux qui, de l'avis de tous les partis représentés à la Chambre, ont besoin de crédit à moyen terme, j'espère que nous pourrions le faire dès maintenant, mais j'estime qu'il faudra faire montre d'un peu plus de sérieux qu'on ne l'a fait tout dernièrement pour atteindre cet objectif.

L'honorable député d'Essex-Est demande le nombre de ceux qui seront employés. Personne ne peut déterminer le nombre de personnes qui bénéficieront d'un emploi